

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Mali : et l'intervention française Areva à point nommé**

Mali : et l'intervention française Areva à point nommé

vendredi 1er février 2013, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 31 janvier 2013).

« L'intervention française est le résultat d'une urgence, mais une fois arrêtée l'offensive (des islamistes), nous devons mettre en œuvre la résolution 2085 dans toutes ses dispositions, dont le processus politique » (dixit L'ONU). Nous sommes désormais bien loin de l'objectif initial qui était de stopper les deux colonnes de pick-up qui se dirigeaient vers la ville de Mopti. Certes, c'eût été plus difficile d'obtenir un quasi-consensus national et international en déclarant : *« la France intervient au Mali pour éradiquer les terroristes qui empêchent notre multinationale Areva d'exploiter l'uranium au Niger voisin en toute quiétude, et naturellement, l'armée française restera le temps nécessaire et dépensera l'argent sans compter. »*...

Déjà, du temps du colonialisme, les puissances occidentales se sont toujours parées pour leur intervention des vertus de civilisation, d'éducation et de bien-être des « indigènes », accompagnées en cela par une partie de la gauche. Sur la soixantaine d'interventions de la France en Afrique, le refrain est toujours le même : la protection des ressortissants et des populations civiles, la défense des libertés, un refrain entonné à l'unisson par l'élite politique et médiatique, à tel point qu'un syndicat de journalistes s'en est ému [\[1\]](#).

Qui sont les responsables ?

En effet, rares sont ceux qui pointent les responsabilités des dirigeants de la France dans la situation du Mali, soit en évoquant la guerre en Libye qui a transformé cette révolution naissante en une confrontation entre l'Otan et l'armée de Kadhafi déstabilisant la région, soit en soulignant le soutien à peine caché de la diplomatie française au MNLA (mouvement de libération nationale de l'Azawad), espérant qu'il garantisse la sécurité de la région contre les djihadistes. Rares aussi, ceux qui mettent en exergue le lien entre cette guerre et les intérêts d'Areva pourtant manifeste depuis que l'armée française vient de se déployer au Niger pour sécuriser ses mines d'uranium.

Cette guerre ne fait que conforter le pouvoir des dictatures africaines. Qui peut sérieusement imaginer que le Quai d'Orsay va exiger de Déby, qui fournit 2 000 soldats tchadiens aguerris au Mali, une enquête internationale sur la disparition d'Ibni Oumar Mahamat Saleh dans laquelle il est directement impliqué ou qu'il cesse l'enrôlement d'enfants soldats ? Quel ministre français va protester contre la terrible répression qui s'abat sur les dirigeants de l'opposition togolaise, emprisonnés et torturés par la clique de Faure Gnassingbé qui envoie 733 soldats pour défendre... la liberté du peuple malien ?

Le gouvernement français parle de la nécessité de déployer plus de trois mille hommes sur le terrain et nous apprend que cette opération a déjà coûté 30 millions d'euros, soit plus de la moitié de l'aide annuelle au développement dédié au Mali. Des sommes qui étaient introuvables pour les besoins sociaux tant en Afrique qu'en France et qui d'un coup peuvent être débloquées, sans que le Medef pourtant si sourcilieux quand il s'agit des dépenses de l'État y trouve à redire.

Une population prise dans l'étau

En trois semaines de guerre, de nombreuses exactions ont été enregistrées par les organisations de défense des droits humains. Les populations touarègues mais aussi arabes sont assimilées aux djihadistes, des exécutions sommaires ont lieu comme à Sevaré ou des dizaines de corps ont été jetés dans un puit. Les hiérarchies militaires française et malienne soutiennent qu'elles n'ont rien vu. Bref, une fois de plus, les crimes de guerre qui sont en train d'être commis sont relativisés ou ignorés. Pourtant, ils sont révélateurs du risque de confrontation violente entre les communautés. L'intervention de la France peut pousser les différentes communautés à tenter de rebattre les cartes dans la région nord Mali dont les enjeux sont les différents trafics licites et illicites.

Les populations maliennes sont coincées entre des bandes mafieuses et/ou djihadistes qui n'hésitent pas à commettre les pires atrocités, et une classe dirigeante faillie et corrompue adossée à un impérialisme français qui ne voit que son intérêt.

Nous osons dire et soutenir qu'une troisième voie est souhaitable et possible. Elle passe par la mobilisation des populations et leur organisation pour la refondation politique du Mali où chacun et chacune aura sa place, quelles que soient son origine ou sa région.

Paul Martial

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 180 (31/01/12).

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 27742), [Mali : info ou intox ?](#).